

Convictions

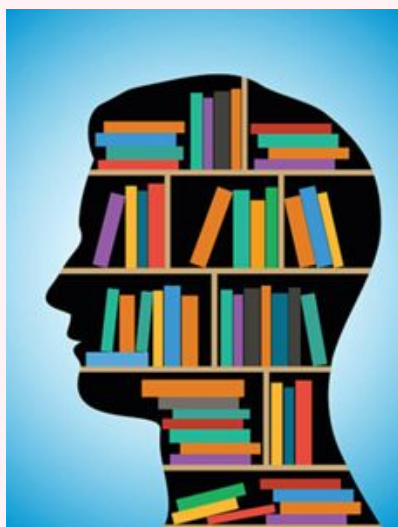


Bulletin de l'Association

Michel**ROCARD**.org

N° 83 - JANVIER 2026

Éditorial



2026

Le 2 juillet prochain, il y aura dix ans que Michel Rocard a, selon son expression, « quitté la compagnie des vivants ».

Pourtant, tout au long de ces dix années, sa présence ne s'est pas démentie, que ce soit à travers les images, la voix, les écrits rassemblés sur ce site dont il avait voulu la création, dans une démarche de transmission qui l'a toujours habité. Sans doute était-ce aussi sa façon à lui de convoquer « les forces de l'esprit ».

Les conversations avec lui n'ont pas cessé, à travers les quatorze colloques organisés depuis 2016, comme dans cette lettre électronique où les « parcours rocardiens » de celles et ceux qui ont cheminé avec lui prolongeaient les échanges.

Il ne s'est guère passé de mois depuis dix ans sans que les bouleversements du monde, les événements extrêmes rappelant l'urgence climatique, les dérèglements de la vie publique dans notre pays, l'affaiblissement de la famille social-démocrate, en France et en Europe, n'entrent en résonance avec le message que Michel Rocard nous a laissé.

Cette année mémorielle a débuté sous les meilleurs auspices, jeudi 22 janvier, avec la cérémonie de baptême de la promotion Michel-Rocard des administrateurs des affaires maritimes (voir ci-dessous).

Elle sera marquée d'un grand événement, avec un important colloque de recherche historique, organisé en partenariat avec la Fondation Jean-Jaurès et le groupe Le Monde, sur le thème : « L'art du compromis selon Michel Rocard ». Vous pouvez d'ores et déjà en retenir la date sur vos agendas : **vendredi 26 juin**.

À l'été, nous publierons une anthologie de 40 textes emblématiques de la pensée de Michel Rocard, sélectionnés avec le concours de deux jeunes étudiants pour parler à leur génération, avec

une belle préface de Laurent Berger, ancien secrétaire général de la CFDT. C'est aussi avant l'été que paraîtra, aux Presses universitaires de Bordeaux, une thèse consacrée à « la galaxie rocardienne ».

Pour ce dixième anniversaire, le documentaire de Jean-Michel Djian : « Moi, Michel Rocard, j'irai dormir en Corse » devrait enfin être diffusé sur une chaîne nationale du service public.

L'élection d'un nouveau maire à Paris devrait également permettre, nous l'espérons, que soit enfin inaugurée la « place Michel-Rocard », dans le 7^{ème} arrondissement, décision prise à l'unanimité par le Conseil de Paris en novembre 2024, mais non encore concrétisée à ce jour.

Enfin, puisque dans son testament exprimant son choix d'être enterré en Corse, il nous lançait cette invitation : « A l'occasion, venez nous voir, me voir : il faut garder les liens », nous y répondrons en organisant un hommage, le 2 juillet prochain, au cimetière de Monticello.

Jean-François MERLE

Président de MichelRocard.org



"Avec la mer, on ne triche pas"...

"Avec la mer, on ne triche pas", "la mer est une école d'authenticité" : c'est autour de ces phrases de Michel Rocard que les sept élèves administrateurs des affaires maritimes - quatre filles et trois garçons - ont explicité les raisons qui les avaient conduit à se choisir l'ancien Premier ministre comme parrain, lors de la cérémonie de baptême de leur promotion, qui s'est tenue jeudi 22 janvier à l'Ecole nationale du service public de la mer, au Havre, sous la présidence de Mme Catherine Chabaud, ministre déléguée chargée de la mer et de la pêche.



Les élèves-administrateurs des affaires maritimes de la promotion Michel-Rocard avec Sylvie Rocard



Mme Catherine Chabaud, ministre déléguée chargée de la mer et de la pêche, et les élèves-administrateurs des affaires maritimes de la promotion Michel-Rocard

Une cérémonie empreinte d'émotion et de gravité, au cours de laquelle ils ont relié les missions qui les attendent au parcours et aux valeurs de Michel Rocard : l'Etat et le service public, l'environnement et la préservation des pôles, la mer bien sûr, mais aussi, dans ces temps où le multilatéralisme est tellement remis en cause, la négociation de règles internationales, et naturellement, la solidarité, l'humanisme et le

et Jean-François Merle (cliché ESPMER Gabriel Debeaupre)

dialogue.

Sylvie Rocard les a chaleureusement remerciés pour leur choix, dont elle a assuré qu'il aurait

beaucoup touché Michel Rocard et Jean-François Merle, au nom de l'association MichelRocard.org, a rappelé le sens et la portée de leur démarche.

 **Allocution de Jean-François Merle à l'occasion du baptême de la promotion Michel-Rocard des AAFMAR**

Échos



Décès de Bernard Vial, ancien directeur de cabinet de Michel Rocard

C'est avec une profonde tristesse que nous avons appris la disparition de Bernard Vial, à l'âge de 82 ans, dans la nuit du 31 décembre 2025. Ingénieur agronome de formation, il entame une carrière de chercheur au département d'économie et de sociologie rurales de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA). Après un parcours en coopération, il poursuit son activité professionnelle au service agricole du commissariat au Plan, puis est affecté au Fonds d'organisation et de régulation des marchés agricoles

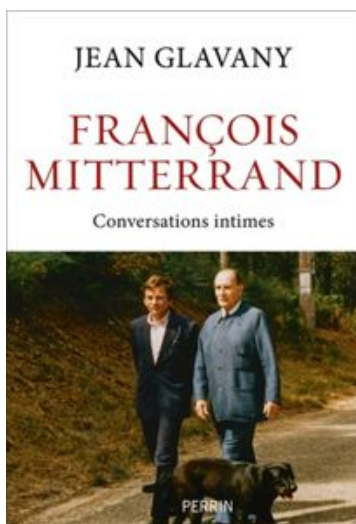
(FORMA), organisme dépendant à la fois du ministère de l'agriculture et du ministère des finances, avant de diriger le département d'économie et de sociologie rurales de l'INRA. En 1983, il rejoint le cabinet de Michel Rocard au ministère de l'agriculture et, en 1985, quand Jean-Paul Huchon quitte la direction du cabinet pour celle du Crédit agricole, c'est Bernard Vial que Michel Rocard choisit pour le remplacer. Après la démission de Michel Rocard, il prend la tête de la Direction de la production et des échanges du ministère de l'agriculture. En 1990, il succèdera à Elisabeth Guigou au secrétariat général du comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne (SGCI) puis en 1993, sera nommé à l'inspection générale de l'agriculture.

Tous ceux qui ont travaillé avec lui garderont le souvenir d'une personnalité rare, alliage de grande rigueur intellectuelle et de profonde modestie, d'un jugement avisé et d'une simplicité vraie, d'humour et de joie de vivre. A son épouse, Denise, à son fils Laurent et à tous ses proches, nous adressons nos sincères condoléances.

Distinction

Loïc Rocard a été nommé chevalier de la Légion d'honneur au titre du ministère de l'Economie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique, dans la promotion du 1^{er} janvier 2026. Nous lui adressons nos plus chaleureuses félicitations.

30ème anniversaire de la mort de François Mitterrand



Livre de Jean Glavany

Le mois de janvier a été marqué par différentes publications et manifestations à l'occasion du trentième anniversaire du décès de François Mitterrand. Parmi celles-ci, "François Mitterrand. Conversations intimes", de Jean Glavany, ancien chef de cabinet de François Mitterrand à l'Elysée et ancien ministre, actuel président de l'Institut François-Mitterrand. Si l'on retrouvera dans cet ouvrage quelques rosseries du chef de l'Etat à l'endroit de son Premier ministre, l'auteur dit aussi les relations pacifiées et confiantes qui furent les siennes avec Michel Rocard lorsque ce dernier était Premier secrétaire du Parti socialiste et lui le porte-parole du PS.

Alain Bergounioux rend compte ci-dessous de la biographie écrite par deux membres du conseil scientifique de MichelRocard.org. L'une des auteurs, l'historienne Judith Bonnin, a livré pour *The Conversation* une analyse de l'héritage de François Mitterrand aujourd'hui, de sa place dans les mémoires politiques, en particulier à gauche, à l'occasion de

cet anniversaire.

[!\[\]\(c694a3ff3b077d76910920a6a1593ab4_img.jpg\) Article de Judith Bonnin](#)

Une biographie de François Mitterrand par deux membres du conseil scientifique de l'association MichelRocard.org

Notre ami Pierre-Emmanuel Guigo et Judith Bonnin, historienne à l'Université de Bordeaux Montaigne, qui a particulièrement travaillé sur les relations internationales du socialisme français, nous offrent, comme ils l'écrivent, un « livre d'étape » sur François Mitterrand, trente ans après son décès. « Étape », parce qu'ils font le point sur les connaissances que l'on peut avoir, aujourd'hui, de l'homme, de son parcours politique sur plus de cinquante ans, sur son rôle historique. Pour ce faire, ils ont pu s'appuyer sur les multiples publications et travaux, déjà parus, et sur l'ouverture de nouveaux fonds d'archives. Sur un peu plus de 200 pages, le livre est nécessairement synthétique. Les contemporains de la "geste mitterrandienne" y retrouveront leurs souvenirs et l'écho de débats qui ont marqué notre histoire politique, les plus jeunes y apprendront beaucoup, et tireront matière à réflexions pour notre présent.



Le portrait d'ensemble sonne juste. Trois termes se détachent. L'ambition, d'abord, manifestée très tôt, ambition personnelle, bien sûr, mais aussi une ambition collective pour le pays. Mais l'ambition serait peu de choses, sans le talent politique. Et là, François Mitterrand a uni ces deux composantes de la guerre, comme on disait au XVIII^{ème} siècle, la « grande stratégie » et la « petite tactique ». « Grande stratégie » pour amener, par exemple, la gauche au pouvoir dans un régime institutionnel qui n'était pas fait pour elle. « Petite tactique » pour construire, par exemple, la coalition improbable du Congrès d'Épinay en juin 1971. Au talent se rattache, peut-être, un troisième terme, ce que Laurent Fabius appelait son « ambivalence fondamentale », qui s'est manifestée dans cette qualification de « vichysto-résistant » pour ses premières armes politiques. François Mitterrand

vivait ses contradictions, dans sa vie publique comme dans sa vie privée, sans vouloir les reconnaître, et le plus souvent, sans les trancher.

Cela dit, la lecture des différents chapitres consacrée à son action gouvernementale proprement dite montre un sens réel de l'État, et particulièrement une vision claire de ce que devait être le rôle de la France dans le monde. Comme toute action historique, les succès et les échecs se partagent dans « l'inventaire » à mener. Et les auteurs n'ont pas la prétention de clore les débats sur les questions les plus controversées (ainsi le dit « tournant » du printemps 1983, ou la politique africaine, avec notamment le drame du Rwanda...), controverses qui resteront. On comprendra que, dans cette Lettre, que nous soyons attachés à ce qui est dit sur ce qui a été un face-à-face majeur, pour le socialisme français, entre François Mitterrand et Michel Rocard. Les faits sont bien soulignés au fil du récit. Il y manque, peut-être, un approfondissement idéologique (dans un développement propre ?) sur ce que cet affrontement a signifié pour la compréhension du socialisme français. Il est vrai que des « mitterrandistes » éminents, Pierre Joxe, par exemple, pensaient que le « mitterrandisme » n'existait pas comme tel, et qu'il était, avant tout, un art politique...

Il était difficile, dans les limites choisies de ce livre, d'évoquer les portraits et les jugements des contemporains au fil du temps. Mais je ne résiste pas à citer l'un d'entre eux, celui du chroniqueur célèbre (Roger Fressoz) de "La cour" dans *Le Canard Enchaîné* du 23 septembre 1965 : « C'était un homme entre deux tailles, entre deux âges, doté d'une figure aimable, qui arrêtaient avec plaisir les yeux des dames, d'une ambition qui s'appuyait de toute sorte de talents pour arriver à la plus haute fortune, riche en dons, fertile en ruses, en ressources, en ressorts, entreprenant, aussi hardi à changer de front qu'adroit à tirer de biais, maître signalé en artifices, avec extrêmement de valeur brillante, et un cœur au-dessus des périls. Il avait fort de l'esprit, mais managé, et parfois si labyrinthe qu'il se perdait dans ses détours et se laissait alors piéger en terrain coupé et raboteux, dans des taillis d'intrigues romanesques, dont il ne sortait qu'avec embarras, quoiqu'il eût d'ailleurs la tête froide et fort capable de tenir tout le soin de l'État. »

Alain BERGOUNIOUX

Administrateur de MichelRocard.org, président de l'Office universitaire de recherches socialistes

Mitterrand, par Judith Bonnin et Pierre-Emmanuel Guigo. Paris. PUF. 2026. 218 pages. 15 €

Une date, un moment

Notre dernière mise en ligne : 30 ans de caricatures de Michel Rocard par Plantu

Jean Plantureux, dit Plantu, a été de 1972 à 2021 un des dessinateurs les plus en vue du journal *Le Monde* et notamment l'auteur, de longues années durant, du dessin ou de la caricature à la une du quotidien. Ce demi-siècle de magistère humoristique et politique recoupe une bonne part de la vie politique active de Michel Rocard.

Inutile de dire que ce dernier s'est donc trouvé présent dans les dessins de Plantu.



Michel Rocard et Plantu, à l'occasion d'un festival Cartooning for peace

Plantu, qui avait eu quelques occasions de rencontrer Michel Rocard vers la fin de sa vie et de nouer des liens de sympathie, a eu l'extrême gentillesse de nous transmettre un corpus d'une centaine de dessins dans lesquels apparaît Michel Rocard, que nous avons ainsi pu mettre en ligne sur notre site. Nous lui en exprimons toute notre gratitude. Vous pourrez les retrouver avec le lien ci-dessous, et dans notre rubrique Analyses, lire les commentaires de Pierre-Emmanuel Guigo sur ce corpus, l'évolution de la représentation de Michel Rocard au fil du temps et de son parcours politique.

[Lien vers les caricatures de Plantu sur notre site](#)

Quand Plantu croquait Michel Rocard

Une analyse du corpus de 30 ans de caricatures de Plantu concernant Michel Rocard par Pierre-Emmanuel Guigo

Avant la présidentielle de 1988, on voit un Michel Rocard plutôt jeune, élancé – avec une tignasse imposante –, ambitieux qui est représenté. Il souhaite clairement supplanter le président de la République en place

Les dessins de cette période mettent particulièrement en valeur les dissensions au sein du PS, la bataille entre les courants, en particulier dans le cadre du congrès de Toulouse (1985), puis de Lille (1987) où la synthèse n'est que de façade, avant la présidentielle.



1/9/1985

Alors qu'il baisse dans les sondages et doit se retirer en faveur de François Mitterrand à la présidentielle de 1988, l'image de Michel Rocard change. Il rapetisse dans les dessins de Plantu et apparaît avec une culotte courte de boy-scout ou de petit garçon. À moins qu'il ne s'agisse d'une



19/8/1987

avec François Mitterrand a été semée d'embûches, du refus du président de signer les ordonnances en juillet 1986, à la mort



12/5/1988

référence aux pantalons de golf de Tintin, auquel le Premier ministre est souvent comparé.

Deux jours après sa nomination, Plantu le dépeint assis dans son fauteuil de Matignon écoutant sagement ses prédécesseurs lui dire de se méfier de tout ! Les clignotants verts pour Pierre Mauroy fait référence à sa fameuse phrase, quelques semaines avant le tournant de la rigueur expliquant que pour l'économie française « tous les feux sont au vert ». Les hommes-grenouilles renvoient à l'affaire du Rainbow Warrior qui a considérablement fragilisé le gouvernement Fabius. Quant à Jacques Chirac, sa cohabitation

La métaphore du fils (la photographie du président avec écrit « Papa »), voire même du fils prodigue est largement utilisée pour dépendre ses relations avec le président de la République. Plantu dépeint à plusieurs reprises un Premier ministre en quête de sympathie et de soutien du chef de l'Etat, dans une relation unilatérale :



22/2/1989

[Lire la suite sur notre site avec ce lien](#)

Michel Rocard Premier ministre, le témoignage de Renaud Denoix de Saint Marc, ancien secrétaire général du gouvernement

Renaud Denoix de Saint Marc est un haut fonctionnaire, énarque (promotion Blaise Pascal, 1962-1964). Il a été conseiller d'Etat, membre



Renaud Denoix de Saint Marc

des cabinets ministériels de Robert Poujade, puis d'Alain Peyrefitte. Il devient Secrétaire général du gouvernement de 1986 à 1995. De 1995 à 2006 il est vice-président du Conseil d'Etat. De 2007 à 2016 il a été membre du Conseil constitutionnel.

Comment êtes-vous devenu Secrétaire général du gouvernement en 1986 ?

Jacques Chirac, nouveau Premier ministre, m'a convoqué à l'hôtel de ville le lendemain de la victoire des élections de mars 1986. Je pensais qu'il allait me nommer comme directeur de cabinet du ministre de la Justice et je cherchais toutes les raisons pour refuser. En arrivant, Maurice Ulrich, qui était mon collègue au conseil d'Etat, et devenu directeur de cabinet de Jacques Chirac m'a dit tout de suite : « Bonjour M. le secrétaire général ». J'ai alors compris ce que l'on allait me proposer. Cela ne se refusait pas.

Mais j'étais effrayé par les conditions dans lesquelles cela se passait. J'étais jeune. C'était la première fois qu'un maître des requêtes était nommé Secrétaire général du gouvernement. Je devais en outre succéder à Jacques Fournier qui avait été remercié, car jugé trop proche du président de la République. Cela se faisait dans de mauvaises conditions car Jacques Fournier vivait assez mal ce remplacement. Mais son passé militant était bien connu, il était membre du CERES et s'était présenté aux élections municipales à Saint-Cloud. Il avait en outre été secrétaire général adjoint de l'Elysée en 1981.

Je n'avais pas intrigué pour avoir le poste. Je me suis toujours gardé de faire de la politique, même s'il est vrai qu'entre l'ordre et le mouvement, j'ai toujours été plutôt du côté de l'ordre. François Mitterrand a donné son accord pour ma nomination.

Quelles étaient vos relations avec le président de la République?

Il s'est toujours montré très courtois à l'égard du Secrétaire général du gouvernement, mais distant et froid. Même alors qu'il était très éprouvé par la maladie, en 1994-1995, il faisait l'effort de se lever quand j'entrais dans son bureau, ce qu'il n'était évidemment pas obligé de faire. Il n'y a toutefois jamais eu que des rapports professionnels entre nous. Une seule fois, il s'est laissé aller à des propos plus personnels, au moment de l'attentat contre le DC10 d'UTA. Mon frère est décédé dans l'avion. Le président m'a alors posé des questions sur ma famille et s'est montré compatissant.

Le principal lien avec l'Elysée durant toutes ces années fut Michel Charasse. 48h après ma nomination, il déboule dans mon bureau avec ses bretelles colorées et son gros cigare. Son attitude m'a d'abord surpris et heurté. Mais j'ai finalement compris qu'il était la personne la plus fiable de tout l'Elysée. Nous avons forgé des relations d'amitié. Nous nous sommes retrouvés par la suite au conseil constitutionnel.

Pourquoi Michel Rocard choisit-il de vous conserver comme SGG ?

Michel Rocard m'a fait venir à la suite de sa nomination. Il m'a interrogé sur mes relations avec Jacques Chirac. Je lui ai alors expliqué que je ne connaissais pas le Premier ministre avant d'être nommé en 1986. Pour moi, Jacques Chirac était un Premier ministre comme un autre. Michel Rocard a vite convenu que la sagesse était de ne pas



changer le Secrétaire général au bout de deux ans. L'histoire du SGG depuis la Libération a été marquée par beaucoup de stabilité, d'autant que les gouvernements étaient très instables sous la IV^{ème} République. Au total, il n'y a que six détenteurs depuis 1946 et avant nomination. En retour, le secrétaire général du gouvernement se doit d'une très grande discrétion sur ses positions politiques.

Les relations avec Michel Rocard furent très bonnes. La bonne humeur y prenait même sa part. Le 1^{er} avril 1990, je suis venu avec mon parapheur faire signer des documents au Premier ministre. Avec Guy Carcassonne, nous avons préparé un décret prévoyant de transformer l'Ille-et-Vilaine en Rance-et-Bretagne. Michel Rocard était interloqué de découvrir ce document dont il n'avait jamais entendu parler. J'ai insisté en lui disant que c'était Pierre Méhaignerie, le président du groupe centriste (UDC) qui y tenait absolument. Or, c'était un groupe central pour obtenir des majorités. Finalement Michel Rocard a découvert la date du 1^{er} avril et nous avons bien ri.

Vous êtes SGG pendant sept ans, voyez-vous une spécificité au gouvernement Rocard ?

Michel Rocard ne gouvernait pas de la même façon que ce que j'avais connu avec Jacques Chirac. Il réunissait beaucoup les ministres, parfois en marge des réunions organisées officiellement et ce sans témoins, dans son bureau. Il n'y avait ainsi pas de notes, ni de bleus sur ces réunions. Pour le Secrétaire général du gouvernement c'était parfois difficile à suivre. On n'avait pas forcément de retour sur ce qui s'était dit dans ces réunions. Heureusement, j'avais d'excellentes relations avec Jean-Paul Huchon. On se voyait tous les jours ou on se téléphonait. J'avais aussi d'excellents rapports avec Guy Carcassonne.

Concernant le travail gouvernemental aussi les choses étaient très différentes. Michel Rocard consultait énormément. Il y avait toujours du monde dans son bureau, ce qui était très différent que lorsque la droite était au pouvoir. Ainsi, pour lui faire signer les papiers les plus importants, il fallait souvent attendre très tard le soir, parfois au-delà de 22h.

Les relations étaient-elles tendues entre l'Elysée et Matignon sur cette période ?

Michel Rocard était mal vu à l'Elysée. Il y avait une hostilité sourde. Assez paradoxalement, les relations au sein du couple exécutif ont été plus faciles sous la seconde cohabitation. François Mitterrand était plus agréable avec Edouard Balladur qu'avec Michel Rocard. Michel Charasse était particulièrement virulent à l'égard du Premier ministre. Au départ, la « stratégie du génie des carpettes », telle que dénommée par Jean-Paul Huchon a bien marché. Le président aimait sentir l'odeur d'encens à ses narines. Mais ensuite les choses se sont profondément dégradées.

On met beaucoup en valeur aujourd'hui l'usage intensif de l'article 49 alinéa 3 de la constitution par Michel Rocard. Comment cela était-il perçu à l'époque ?

Aujourd'hui on se censure dans l'utilisation du 49-3. Il suffit de voir les réticences de Sébastien Lecornu à l'employer. Mais à l'époque nous l'avions constamment dans la poche, comme un revolver prêt à être utilisé. Cela n'a pas empêché Guy Carcassonne de jouer un rôle crucial dans l'obtention de majorités parlementaires. Il négociait constamment avec les parlementaires centristes, les non-inscrits en leur promettant des subventions ou la réalisation d'investissements de l'Etat. Et ce avec succès comme nous avons pu le voir lors de l'adoption de la CSG en novembre 1990.

Propos recueillis par Pierre-Emmanuel GUIGO,

membre du conseil scientifique de MichelRocard.org le 10 décembre 2025

Parcours rocardien

Georges CONSTANTIN

Michel Rocard a marqué la vie politique, voire personnelle, de nombreuses personnes : j'en suis.

Ma première rencontre avec Michel, ce fut au congrès de Lille, mais rencontre à distance. Je participe au congrès, comme délégué de la fédération de Haute-Savoie. Nous sommes sur la motion Rocard, mais difficile de saisir la subtilité de certains enjeux, venant d'une petite fédé loin de Paris. Je découvre le PSU « de l'intérieur » et surtout la vitalité de la fédé du Nord à travers les militants chez qui nous logeons.

J'avais adhéré au PSU en 1965, à la section de Thonon-Evian, mon « pays », après la victoire de Dubedout aux municipales à Grenoble. J'étais étudiant et « pion » à Grenoble et je militais à l'UNEF et au SGEN. Je fais la connaissance des « Grenoblois » : Verlhac, Boulloud, Destot, Monternolle... En 1966, je prépare le concours de l'ENA, toujours à Grenoble. Plongé dans cette préparation, je ne connais qu'après sa tenue le Colloque de Grenoble. J'en lis les contributions et les rapports. A l'automne, en attendant les résultats du concours, je travaille dans l'équipe de campagne de Pierre Mendès France, animée par Michel Hollard. Plusieurs réunions se tiennent d'ailleurs chez « le président », lui présent, aux Trois Tours. Reçu à l'ENA je fais mon service militaire jusqu'en fin avril 1968. Je démarre mon stage de préfecture à Tarbes début mai : de l'autre côté de la barrière !

En 1969, je tracte, colle des affiches, fais des réunions, comme tout militant, pour soutenir la candidature de Michel à la présidentielle. En 1970 je suis à l'initiative d'une action "libération des plages" à Thonon en juillet, renforcée mais aussi parasitée par des maoïstes grenoblois ; elle permet de rendre accessibles au public plus de trois kilomètres de bord de lac. Dans la foulée, je suis à l'origine d'une liste PSU élargie aux élections municipales de 1971 où nous faisons 20%, mais pas d'élus. C'était le système électoral d'alors !

Ma première vraie rencontre avec Michel, c'est en octobre 1971. A l'été 1971, le conflit des Eaux d'Evian dure trois semaines, avec occupation et assemblées générales. Les syndicats, CFDT majoritaire, envisagent de redémarrer la production en autogestion. Mais les cadres de l'entreprise ne marchent pas, en particulier ceux du contrôle qualité. J'anime le comité de soutien avec une forte participation locale, en particulier d'ouvriers, de paysans et de pêcheurs, illustration de cette solidarité chère à la GOP¹ qui en revendiquait l'idée. Ici, elle était mise en œuvre par des rocardiens. A l'issue du conflit, envoyé par le Bureau national, Robert Chapuis vient sur place pour rencontrer les militants. Mais je suis à Paris, en poste dans un ministère. A la suite, en octobre, nous organisons une réunion publique à Thonon avec Michel. Gros succès : il parle d'autogestion, mais aussi de la relation police/population (Il y avait eu la semaine précédente une marche du principal syndicat policier en congrès à Evian). Michel évoque aussi le rôle de sa grand-mère, institutrice dans une école de montagne en Haute-Savoie. Et tout cela se termine dans la cave de notre camarade Delalex, vigneron à Marin. Puis c'est le train de nuit pour Paris (il existait encore !). Michel me demande de venir travailler avec le bureau national.



Cette rencontre a été décisive dans mon engagement et ma fidélité à Michel. Michel reviendra à Thonon, à ma demande, pendant la campagne des élections européennes de 2004, dans la même salle et au Mémorial des Justes. Il parlera de l'Europe et de la paix. Cette réunion se terminera dans la même cave Delalex avec la rencontre d'agriculteurs.

Après ce conflit des Eaux d'Evian, nous préparons avec Philippe Brachet un numéro spécial de *Critique Socialiste*, alimenté et relu sur place par Jean Pelletier, secrétaire de section, et Myriam. Ce ne fut peut-être pas un gros succès de librairie, mais le principal acheteur en fut Antoine Riboud², pour le faire lire à ses cadres dirigeants. En 1972, je suis dans l'équipe qui, avec Robert Chapuis et Patrick Viveret, rédige le rapport « Contrôler aujourd'hui pour décider demain », qui sera adopté au Congrès de Toulouse et qui eut un bon accueil public à ce moment. J'entre au bureau national du PSU.

Fin décembre 1972, Myriam et moi nous marions à Fontenay-sous-Bois en présence de Michel, Michèle et Georges Le Guelte³ : surprise de l'adjoint qui en perd ses mots !

En mars 1973, je suis candidat aux législatives en Haute-Savoie (3^{ème} circonscription) avec un score de 9% (pas terrible, mais un de meilleurs scores du PSU). Après cet échec, c'est le début de la réflexion sur l'isolement du PSU à gauche après le succès du congrès d'Epinay.

Puis ce fut LIP, avec le rôle de Michel et de Tony Dreyfus pour calmer avec les pouvoirs publics et trouver une issue au conflit. Ce fut aussi l'organisation du soutien (notamment les montres) avec Alain Rannou⁴. A l'été 1973, nous partons en Yougoslavie avec ARVEL, André Barthélémy et Pierre Bourguignon pour découvrir un pays autogestionnaire (!). Quelques années plus tard je serai membre du conseil d'administration d'ARVEL présidé par Jean Berthinier puis Pierre Vial.

La situation à gauche, le climat unitaire de la campagne présidentielle de 1974, la position de la CFDT et de mouvements issus des Clubs de 1966 nous conduit dans la démarche qui débouchera dans les Assises pour le Socialisme. Je suis dans la délégation du PSU qui participe aux réunions tripartites. Mais l'essentiel se joue dans les contacts directs entre Michel, Pierre Mauroy, Edmond Maire et Jacques Chérèque. Après notre échec au Conseil national d'Orléans, nous entrons au PS, dans les conditions posées par Mitterrand.

Début 1979, changement professionnel : nous partons à Bordeaux où je suis nommé Directeur régional de la Caisse des Dépôts. Nous retrouvons Pierre Brana et Gérard Gouzes. Avec mon étiquette "Rocky", je collabore avec André Labarrère à la Région et avec Henri Emmanuelli.

Nous participons à la rencontre des clubs Convaincre à Villeneuve-lez-Avignon, et ensuite Quimper, Chambéry ...

A l'été 1981, démarre une deuxième période dense avec Michel. Retour à Paris pour prendre une nouvelle fonction à la Caisse des Dépôts. Daniel Frachon et Jean-Paul Huchon nous suggèrent/ demandent de nous implanter à Poissy, commune la plus importante de la circonscription de Michel, où le PS local se déchire. Enjeu de taille. Gros travail local, mais période dure pour la famille avec nos trois jeunes enfants. Nous vivons, entre autres, le harcèlement des nervis de Talbot et d'une partie du PS.

Michel me fait venir à son cabinet au ministère du Plan pour suivre les dossiers d'aménagement du territoire et la DATAR. Nous inventons les « contrats de plan Etat-Région », idée intéressante devant déboucher sur une planification régionale. Mais le dispositif a été détourné assez vite. Je me souviens des réunions interministérielles à Matignon, présidées par Robert Lion ou Michel Delebarre, où débarquaient Alain Boubil ou Ségolène Royal nous assénant « le Président pense que ... ». Dans les nombreux déplacements en province, j'ai toujours été frappé par la capacité de

Michel à mobiliser, à expliquer clairement les enjeux, les contraintes, à parler vrai.

Aux municipales de 1983, à Poissy, les socialistes sortants étaient sur la liste PC. Notre liste, avec Martine Frachon, en numéro 2, obtint 19%. C'était déjà le reflux électoral et la ville passe à droite. C'est aussi le début de la montée du FN, en particulier à Achères.

A l'été 1983 je suis nommé directeur régional de la Caisse des Dépôts en PACA avec résidence à Avignon. Nous retrouvons Dominique Taddéi, Robert de Caumont, José Escanez à Château-Arnoux, Jean-Jacques Anglade à Vitrolles. Je travaille aussi avec Guy Ravier sur Avignon et Michel Pezet à la Région. La veille de la nomination de Michel à Matignon, Pierre Merli, sénateur-maire d'Antibes et vieil ami de François Mitterrand, me téléphone pour me dire que ce serait très probablement Michel. Histoire de faire passer le message !

Je retrouve Paris à l'automne 1988 pour diriger le financement de l'habitat à la Caisse des Dépôts. Puis Michel me nomme début 1990 à la tête de l'AFTRP (Agence foncière et technique de la région parisienne, créée par Paul Delouvrier) devenue depuis Grand Paris Aménagement. Il me demande, entre autres, de suivre le projet de Schéma directeur d'aménagement de l'Ile de France, dont le responsable était Michel Rousselot, et de trouver 10 ha de terrains publics dans Paris pour construire du logement social. Sur ce dernier point, ce ne fut pas un grand succès, avec les blocages des ministères, de la SNCF et de la RATP. J'ai réussi à trouver un terrain dans le 15^{ème} près de la Tour Eiffel et à faire bouger la RATP.

A partir de 1995 j'ai été élu conseiller municipal (d'opposition) à Thonon-les Bains et en 2011 conseiller général en Haute-Savoie. J'ai toujours été identifié comme rocardien et porteur de notre démarche politique.

Nous étions en Russie, Myriam et moi au moment du décès de Michel et n'avons pas pu assister à ses funérailles. Nous nous sommes recueillis en septembre 2021 sur sa tombe en haut du cimetière de Monticello, face à la mer. Sur sa tombe il est gravé « Heureux les artisans de paix ». Beau message.

Georges CONSTANTIN

¹GOP : Gauche ouvrière et paysanne, tendance d'extrême gauche puis dissidence du PSU (NDLR)

²Antoine Riboud était le président du groupe BSN, propriétaire des Eaux d'Evian. (NDLR)

³Georges Le Guelte était membre du bureau national du PSU chargé des relations internationales (NDLR)

⁴Alain Rannou était membre du bureau national du PSU chargé des entreprises (NDLR)

Documents

Histoire d'une mise en scène

Dans un entretien publié en 2016 et remis en ligne récemment, le photographe de l'AFP Patrick Hertzog relate comment a été réalisée la fameuse photographie montrant Michel Rocard et François Mitterrand marchant au Pic Saint Loup,

près de Montpellier, lors de la campagne de l'élection présidentielle de 1988.

Alors que Michel Rocard a cessé sa campagne « jusqu'au bout » en vue de la présidentielle et s'est rallié à François Mitterrand : ce dernier l'invite à la dernière minute à une balade. Cela explique que Michel Rocard apparaisse dans un accoutrement qui fait toujours ricaner aujourd'hui. Mais pour le président sortant, c'était le moyen de s'attirer le soutien des électeurs sensibles au charme du « chouchou des sondages » de l'époque et son futur Premier ministre et aussi, à travers cette mise en scène savamment orchestrée, d'affirmer sa domination, y compris dans l'espace médiatique.



Michel Rocard et François Mitterrand sur les sentiers du Pic Saint-Loup (capture d'écran d'une photo AFP/Patrick Hertzog)

[Article de l'AFP sur l'histoire de cette photographie](#)

[Pour lire notre lettre au format pdf, cliquez sur ce lien](#)

MichelROCARD.org

J'apporte mon soutien financier à l'Association MichelRocard.org

Paiement en ligne possible. Vous recevrez un reçu fiscal (66 % de crédit d'impôt)

Convictions, bulletin de l'Association MichelRocard.org

- S'abonner
- Consulter les numéros précédents

Ce courriel a été envoyé à [[EMAIL_TO]], cliquez ici pour vous désinscrire.

Convictions est édité par l'Association MichelRocard.org.

Directeur de la publication : Jean-François Merle.

© MichelRocard.org. Tous droits réservés. Conformément à la loi 2004-801 du 6 août 2004, modifiant la loi 78-17 du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données vous concernant. Pour l'exercer, adressez-vous à Association MichelRocard.org (12 Cité Malesherbes - 75009 Paris) ou écrivez à contact@michelrocard.org